



Économie - Consommation

Cours
Exos
Annales

Le tout-en-un

Michel CAMUS

- ❑ LE RÉFÉRENTIEL COMPLET
- ❑ LES ANNALES CORRIGÉES
- ❑ LES CONSEILS MÉTHODOLOGIQUES

Dans la même collection

Module 3 – Communication professionnelle

C. Daudier, M. Anjolras, 2014

Module 5 – Gestion de la vie quotidienne dans un service ou dans un établissement

B. Vinçot-Gac (coord.), 2013

Biologie appliquée à la santé (2^e édition)

C. Carip, 2010

Habitat-Logement (2^e édition)

B. Vinçot-Gac, 2010

Physique-Chimie (2^e édition)

A.-C. Gelé-Seautereau, 2010

Nutrition humaine et sécurité alimentaire

M. Murat (coord.), 2009

À paraître dans la même collection

TPVE (travaux pratiques à visée éducative) – Le tout-en-un

A.-C. Gentil (coord.), 2017

Dans la collection « Passerelle DE CESF »

DC1 – Conseil et expertise à visée éducative dans les domaines de la vie quotidienne (2^e édition)

C. Barbaro, C. Rosa, C. Sartre-Mercier, M. Camus, 2017

DC2 – Intervention sociale et préparation au dossier de pratiques professionnelles

C. Barbaro, C. Rosa, 2014

DC3 – Communication professionnelle

C. Sartre-Mercier avec la collaboration de M. Camus, 2011

DC4 – Implication dans les dynamiques partenariales institutionnelles et interinstitutionnelles (2^e édition)

C. Sartre-Mercier avec la collaboration de C. Rosa, 2015

Dans la collection « Mini-Guide »

ISIC-ISAP (Travail social)

C. Barbaro, C. Rosa, 2016

Guide du stage DE CESF

C. Sartre-Mercier, M. Camus, 2016

Pour plus d'informations sur nos publications :



Collection dirigée par Cristian Carip

Économie – Consommation

Le tout-en-un

Michel Camus

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris
Docteur d'État en sciences des organisations (université Paris-IX Dauphine)
Maîtrise de droit – Maîtrise de sociologie
Ingénieur-conseil en travail social
Professeur en BTS ESF et DE CESF


TEC & DOC

editions.lavoisier.fr

© LAVOISIER, 2017

ISBN : 978-2-7430-2037-8

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 – art. L 122-4 et L 122-5 et Code pénal art. 425).

Direction éditoriale : Fabienne Roulleaux

Édition : Élodie Lecoquerre

Fabrication : Estelle Perez

Couverture : Isabelle Godenèche

Composition : Nord Compo

Avant-propos

L'étymologie du mot « économie » rend compte de son universalité. « Économie » vient du grec *oika*, « maison », « foyer », « domaine », et *nomos*, « gérer », « régler ».

Littéralement, l'économie désigne donc la gestion, l'administration de son patrimoine, de sa maison.

L'économie n'est donc pas l'affaire de spécialistes, mais de tous les individus. Tout le monde fait de l'économie dans la mesure où chacun doit dépenser **des efforts tout au long de sa vie pour subvenir à ses besoins** en dehors de ce que lui « offre » la nature.

La vie humaine n'est possible que si des besoins vitaux (ou primaires) sont satisfaits – comme l'alimentation – et le développement humain ne peut s'accomplir que si d'autres besoins matériels (ou secondaires) – comme le logement – et besoins sociaux (ou tertiaires) – comme la culture, les arts, les sports, les loisirs et les voyages – sont réalisés.

Toutefois, les ressources terrestres (matières premières, terre arable, eau potable, etc.) et humaines (force de travail, temps disponible) sont limitées, rares ou aléatoires, ce qui implique des **choix** techniques et politiques tendant à réaliser une correspondance entre les besoins et les ressources. **La science économique constitue l'étude de ces choix.**

Gérer revient à mettre en œuvre des solutions économiques :

- collecter les ressources plus ou moins abondantes ;
- les combiner, les « travailler » suivant des méthodes plus ou moins planifiées et élaborées, pour atteindre des objectifs plus ou moins ambitieux.

L'expression « allocation optimale des ressources » désigne la meilleure combinaison en fonction des contraintes et des résultats attendus. Cet « optimum », qui résume à lui seul tout le domaine de la gestion économique, peut se formuler par le ratio :

i/e, soit **intérêt/effort**.

Ce ratio s'interprète ainsi : **chaque individu tend à maximiser son intérêt tout en minimisant son effort.**

L'économie n'encourage pas la paresse, mais s'inscrit dans une démarche de **rationalité**. Il faut être rationnel parce que les limites terrestres et la durée de vie de l'homme imposent un environnement de rationalité.

Nous devons être, au sens propre, économes de nos ressources pour ne pas épuiser trop vite les richesses épuisables et ménager les capacités de reconstitution des ressources renouvelables, notamment la force de travail.

La **distinction traditionnelle** opérée par les économistes entre :

- d'une part, les **biens libres**, ceux mis à notre disposition gratuitement par la nature (air, eau, sol...);
- d'autre part, les **biens économiques**, ceux qui nécessitent un effort, un travail (en transformant de la matière par exemple) et ont donc un coût (de production),

tend à disparaître puisque l'expansion et la concentration démographiques, ainsi que la pollution de l'homme industriel, dégradent les biens libres et que l'accès à ceux-ci (à l'eau propre par exemple) a désormais un coût... de plus en plus élevé (le coût de l'assainissement de l'eau a été multiplié par 5 depuis 1950 ; il doublera d'ici à 2050).

Cette prise de conscience se traduit par la (re)découverte de la notion de « **développement durable** » et son extension vers l'**économie du partage**, notions qui pourraient très bien symboliser la philosophie d'action de l'économie sociale familiale... et qui est d'ailleurs **un des axes majeurs de la réforme et du nouveau référentiel du BTS ESF !**

De la notion de « développement durable » à celle d'économie du partage

Au début des années 1970, avec la fin des Trente Glorieuses et la crise de l'énergie, l'opinion publique des pays développés à économie de marché commença à s'interroger sur la durabilité, les finalités et l'équité du développement industriel dont on fêtait le bicentenaire.

Vingt ans plus tard, les gouvernements d'État et d'entreprise ont pris conscience des risques et des limites de leurs modèles de développement et ont entrepris une démarche commune poursuivant un **objectif multiple** :

- **diagnostiquer les dérives** environnementales et sociales d'un productivisme sans limites, créant des effets pervers incontrôlables comme les changements climatiques (réduction de la couche d'ozone, réchauffement de la planète), la dégradation des sols et l'empoisonnement des nappes phréatiques dus à l'agriculture intensive, la pollution créée par l'utilisation débridée de ressources minières et énergétiques fossiles, l'élimination des espèces consécutive à la déforestation, le stress et les maladies nerveuses liés aux modes de vie « compétitifs » (illustrées par un trafic automobile féroce individualiste), les inondations liées à l'imperméabilisation des sols urbanisés... ;
- **imposer des normes et des comportements** compatibles avec la préservation des espèces humaines, animales et végétales dans et avec leur environnement naturel et social.

On pourrait symboliser cette prise de conscience et cette démarche par ce proverbe africain :

**« Nous n'héritons pas la terre de nos parents,
nous l'empruntons à nos enfants ».**

Ainsi est né, puis s'est imposé, le concept de « développement durable » amorcé médiatiquement par le « Sommet de la Terre » et la Déclaration de Rio de Janeiro (3-14 juin 1992) sur les droits et responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement et lancé juridiquement par le protocole de Kyoto (11 décembre 1997) et qui trouve un premier aboutissement avec le fameux Accord de Paris (COP 21 – Conférence des Parties) du 12 décembre 2015.

On pourrait définir le développement durable comme une démarche internationale, relayée par les États, les entreprises, les consommateurs et les familles, impliquant des actions transversales dans les gouvernements et la société civile pour gérer le développement économique sous contrainte du respect des équilibres de la planète. Avec notamment l'obligation de n'utiliser les ressources épuisables ou fragiles de la Terre que dans la mesure où les générations futures pourront aussi en bénéficier... sans oublier le respect de la ressource humaine. Management et commerce éthiques (enseignés désormais dans les plus prestigieuses écoles de commerce), tri des déchets et recyclage, sauvegarde des espèces, économies d'énergie, favorisation des énergies renouvelables, réhabilitation de l'agriculture biologique, l'économie du partage, sont quelques-uns des instruments les plus fréquemment recommandés.

En France, cette véritable révolution se traduit par des actes et des mesures spectaculaires, d'abord symboliques et pédagogiques, mais de plus en plus concrets dans notre organisation sociale et notre vie quotidienne :

- la **loi sur les nouvelles régulations économiques** (NRE) du 15 mai 2001 fut un des premiers cadres juridiques de la priorité environnementale. Elle impose aux sociétés qui font appel public à l'épargne (actions cotées en bourse) de publier dans leur rapport aux actionnaires des « informations [...] sur la manière dont [sont prises] en compte les conséquences sociales et environnementales de [leur] activité ». Le décret d'application du 20 février 2002 précise la liste des informations à fournir, notamment la description des relations de ces sociétés avec les associations de défense de consommateurs et les entreprises d'insertion, la consommation d'eau et des ressources naturelles, le recours aux énergies renouvelables, les conditions d'utilisation du sol, les rejets dans l'air... Des agences de notation (Vigéo par exemple) examinent les performances des entreprises en la matière ;
- l'insertion dans la Constitution française, le 1^{er} mars 2005, d'une **Charte de l'environnement** promouvant le développement durable et imposant le principe de précaution est évidemment une étape décisive (on retiendra par exemple le contenu de l'article 6 : « Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social ») ;
- la démarche (qui se veut) consensuelle appelée « **Grenelle de l'environnement** » en octobre 2007 – en référence aux accords de Grenelle en mai 1968 – donne lieu à une législation offensive... même si des échecs et des retards (on pense notamment à la fiscalité verte (taxe carbone) et à l'épisode aboutissant à la suppression de l'écotaxe en 2015) alternent nécessairement avec des réussites tant le changement de comportement recherché au final heurte les habitudes ;
- la notion de développement durable s'étend jusqu'à une contestation de l'approche « classique » de l'économie et des modes de calcul de la production (*voir* le premier chapitre et la remise en cause de la mesure de la richesse nationale par le PIB trop centré sur le quantitatif) et une réorientation de son enseignement dans le sens d'une promotion des valeurs universelles « écosociologiques ». Le « Grenelle » lance d'ailleurs officiellement la voie d'une **EDD (Éducation au développement durable)**, notamment et explicitement dans l'enseignement supérieur et nul doute que le nouveau programme de l'économie-consommation au BTS ESF s'inscrit dans cette démarche pédagogique et promotionnelle ! **Le développement durable intègre la ressource humaine et le progrès social.** Et la réhabilitation très récente, consécutive à la crise économique de la fin des années 2000, de l'économie sociale de marché illustre la pertinence de l'approche sociale et familiale de l'économie !

En témoigne l'attribution du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom dont les travaux sur les **nouveaux biens communs**, non plus matériels comme les fours banaux, les prairies communales ou les lavoirs, mais immatériels comme les logiciels libres, Wikipédia, le travail en réseau, les MOOC (*Massive open online course* ou FLOT, formation en ligne ouverte à tous), l'économie du partage, qui réhabilitent une économie du réel de philosophie très « ESF » (pensons par exemple au « partage de machine à laver » entre voisins qui est la transcription contemporaine du lavoir d'antan...).

« **Solidarité et écologie sont les deux expressions d'un même projet où chacun est appelé à prendre en compte l'impact de son activité sur les hommes et sur l'environnement** » (extrait du Pacte de solidarité écologique proposé par le gouvernement – rédaction du 30/01/2013).

On aboutit ainsi à une **économie responsable**.



La loi dite « Grenelle 1 » du 3 août 2009 votée à l'unanimité a fixé par exemple de nouvelles normes de construction pour les bâtiments neufs que l'étudiant(e) retrouvera dans les séquences « environnement et développement durable » du cours d'habitat-logement.

Justement, la vigueur du débat public sur la nature de la production et sa mise au service de l'homme illustre la place que prend l'économie en tant que savoir fondamental, compétence professionnelle et discipline intellectuelle dans notre société... et les étudiant(e)s du BTS ESF ne vont pas s'en plaindre.

En effet, **le BTS en Économie sociale familiale associe historiquement et harmonieusement les deux dimensions – science exacte et science humaine – exigées aujourd’hui de la matière économique.** Le nouveau référentiel « **Économie et consommation** » accentue la recherche de la compatibilité entre les exigences éthiques, solidaires et la rigueur scientifique, et représente ainsi une synthèse particulièrement pertinente, et passionnante, qui doit contribuer à la formation d’un(e) technicien(ne) puis conseiller(ère) d’autant plus efficace professionnellement que son humanité et sa sensibilité sociale accompagneront la rigueur de son raisonnement et de ses calculs.

Conseiller un ménage surendetté par exemple, **c’est comprendre** l’environnement social et le contexte familial (sans oublier les sollicitations commerciales des organismes de crédit) qui ont conduit à cette situation, mais **c’est aussi calculer** une (nouvelle) capacité d’endettement.

Le présent manuel a pour ambition d’associer les deux cultures scientifiques – exacte et humaine – pour accompagner l’étudiant(e) dans son apprentissage de l’économie sociale familiale et, ainsi, de le(la) **préparer très précisément aux épreuves du BTS** liées à l’économie qui sont à la portée de tout(e) candidat(e) impliqué(e) et méthodique.

1. Le cours



Le référentiel est strictement respecté.

L’ordre des chapitres suit rigoureusement le plan du référentiel (étant entendu que certaines sous-sections d’un même chapitre peuvent être regroupées sous un titre unique par souci de simplification méthodologique).

On trouvera ci-après le référentiel indiquant pour chaque thème un renvoi au numéro de page où il est traité.

Dans le même esprit pédagogique, on a regroupé à la fin du manuel, dans un chapitre *ad hoc*, les principes et recommandations méthodologiques, notamment les outils de traitement statistique qui seront utiles dans le cadre des TPVE (Travaux pratiques à visée éducative) préparant eux-mêmes à l’épreuve de Mise en pratique de conseil et expertise technologiques (E3).

Toutes les questions qui font appel à des calculs, que certain(e)s étudiant(e)s peuvent appréhender avec une certaine réticence, font systématiquement l’objet de plusieurs applications. On indiquera le maximum de calculs intermédiaires pour bien piloter le néophyte et, là où c’est possible, sera proposé à l’étudiant(e) un moyen de vérifier, ou de recouper, ses résultats. Enfin, pour chaque calcul, un exercice nouveau sera proposé avec réponse détaillée.

2. Les épreuves

➔] Attention

Paradoxe : il n'y a plus d'épreuve spécialement dédiée à l'économie au BTS ESF... alors que son importance s'accroît !

Dans le cadre d'une fort heureuse transversalité et pluridisciplinarité – rappelons que le nom de la formation et du métier commence par le mot « Économie » – les deux épreuves, écrite et pratique, de Conseil et expertise technologiques intègrent les compétences des économistes.

Concrètement, il s'agit de mobiliser, entre autres, les compétences :

- C1.4 Réaliser une étude technique dans les domaines de la consommation, du budget, de l'habitat-logement... ;
- C1.5 Concevoir et mettre en œuvre des projets pour la gestion locale de l'environnement avec les habitants et les institutions ;
- C1.6 Élaborer un budget ; constituer le dossier de financement ;
- C1.7 Gérer le budget d'une action individuelle ou collective.

Ces compétences, non exclusives de l'économie, on le répète, doivent contribuer à élaborer des études techniques, concevoir des projets, planifier, coordonner, réaliser des activités.

La polyvalence demandée au spécialiste de l'ESF dans les épreuves du BTS interdit à l'économie de se les accaparer, mais il est incontestable que les méthodes et savoirs de la science économique « sociale familiale » (sans oublier leurs conséquences juridiques, droit de la consommation par exemple) seront directement opérationnels. Les sujets proposés depuis 2009 le prouvent amplement.

Dans l'esprit de la série « tout-en-un », le présent ouvrage propose une présentation et une correction complètes de toutes les questions d'économie-consommation au sens large posées dans les sujets de Conseil et expertise technologiques (épreuve E2) depuis la réforme de 2009.

On peut aussi alerter l'étudiant(e) relativement à l'épreuve E5 – Connaissance des politiques sociales. Moins formellement sans doute que pour l'ancienne épreuve dite SIVQ – Société, Institutions, Vie Quotidienne – dont l'économie était une composante officielle, les compétences de l'économiste ne seront pas à occulter puisque les stratégies organisationnelles sociales doivent tenir compte des schémas et contraintes économiques – on pense par exemple au recours de personnes morales de droit privé – pour imaginer des solutions optimales. En outre, certaines questions – on pense au financement de la Sécurité sociale et au débat sur la CSG – relèvent mécaniquement à la fois des politiques sociales et des politiques économiques...

Le présent manuel est donc spécialement conçu par un formateur, qui enseigne en présentiel à des classes de préparation au BTS ESF, pour faire acquérir les techniques et les savoirs indispensables, parfois extrêmement précis, qu'il faudra retenir, et pour cela comprendre.

Deux conseils pour finir :

- la culture économique sera un outil permanent de l'exercice d'une profession du travail social, au service de personnes souvent très fragiles ; il faudra donc toujours avoir à l'esprit que **la meilleure solution économique doit être compatible avec la déontologie et les valeurs humanistes du métier** de technicien(ne) – puis le cas échéant de conseiller(ère) – en ESF ;
- étudiez **sans complexe** et **avec fierté** la noble économie sociale familiale !

🔄 Rappel

Sans que les étudiant(e)s oublient l'impérieuse nécessité d'une culture pluridisciplinaire pour faire face à toutes les épreuves.



Information méthodologique : toutes les données chiffrées du présent manuel, sauf exception explicitement mentionnée, sont extraites des études et tableaux de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Le lecteur est invité à consulter l'excellent site de l'Insee (www.insee.fr) pour approfondir et actualiser ses connaissances ; il est au demeurant, pour l'étudiant, indispensable de pratiquer la recherche documentaire sur des sites de référence utilisant des concepts et un vocabulaire précis et pertinents. C'est une priorité pour TOUTES les épreuves du BTS ESF : une connaissance approfondie et une utilisation appropriée des termes de l'économie et du travail social.

3. Programme officiel du BTS

Énoncé du programme officiel du BTS	Voir page
1. La production de biens et services	3
1.1. <i>La production</i>	3
– Fonction et mesure de la production	3
1.2. <i>Production marchande et production non marchande</i>	3
– L'économie de marché : fondements théoriques, repères historiques et évolutions contemporaines	9
– L'économie sociale et solidaire : repères historiques et formes contemporaines	9
1.3. <i>Secteurs et branches</i>	8
– Importance des secteurs et des branches : approche statistique	8
1.4. <i>La croissance économique et ses finalités</i>	19
– L'amélioration du niveau de vie, le développement économique, le développement durable	19
2. Les revenus des ménages	20
2.1. <i>Répartition des revenus</i>	20
– Les revenus et le partage de la valeur ajoutée	22
– Typologie des revenus primaires	20
– Les inégalités de revenus et leurs principaux facteurs	21, 196
– Revenus et patrimoines des ménages	94, 99
2.2. <i>La redistribution</i>	24
– Fondements théoriques et approche historique de la redistribution	25
– Diversité des revenus de transfert, redistribution verticale, redistribution horizontale	28, 32, 40
– La place des revenus de transfert dans les revenus des ménages	40
– L'efficacité de la redistribution	45
3. La consommation des ménages	51
3.1. <i>Les besoins économiques et leur mise en évidence</i>	51
– Nature et hiérarchie des besoins	51
3.2. <i>La structure et les déterminants de la consommation des ménages</i>	52
– Structure de la consommation finale et évolutions	71
– Les déterminants économiques et non économiques de la consommation : revenu, prix, mode de vie, imitation, PCS (professions et catégories socio-professionnelles)	55, 58, 61
– Consommation marchande et non marchande	51

Énoncé du programme officiel du BTS	Voir page
<i>3.3. La consommation des ménages et le droit</i>	73
- La protection des consommateurs par le droit	74
- Le droit d'information préalable du consommateur : prix, produits, contrats	75, 78
- La réglementation des formes de vente particulières : vente à distance (par correspondance, commerce en ligne, télé-achat...), vente de produits financiers, vente à domicile, pratiques prohibées... et ses évolutions	79, 82
- Notions sur les règles judiciaires particulières du contentieux de la consommation	85, 89, 119
4. Épargne et crédit	91
<i>4.1. L'épargne des ménages</i>	92
- Les déterminants et l'évolution de l'épargne des ménages	93
- Les principaux produits financiers à destination des ménages : épargne logement, épargne mobilière	94, 97
<i>4.2. Les crédits aux ménages</i>	105
- L'endettement des ménages et ses déterminants	105
- Les principaux types de crédits à la consommation et immobiliers	114, 123
- Les composantes du coût d'un crédit : taux nominal d'intérêt, frais de dossier, coût de l'assurance obligatoire	108, 115
- Taux effectif global (TEG), notions sur les incidences de la fiscalité et de l'inflation	106, 115
5. Le budget des ménages	128
<i>5.1. Les composantes du budget des ménages</i>	128
- Ressources et emplois : charges fixes, dépenses courantes, dépenses exceptionnelles	128, 129
<i>5.2. Les techniques de gestion du budget des ménages</i>	130
- L'état de situation du budget, l'équilibrage et la régulation des charges : mensualisation, compte de provision	130
<i>5.3. Les outils de gestion du budget des ménages</i>	131
- Les principaux outils utilisés par les particuliers et les professionnels	138
<i>5.4. L'endettement</i>	113
- Les causes et la caractérisation de la situation de l'endettement	105, 151
- Procédure de recouvrement maîtrise des moyens de paiement	159
- Taux d'endettement et effort d'endettement	108
6. Le marché du travail et ses déséquilibres	161
<i>6.1. L'offre et la demande de travail</i>	161
- La population active et l'évolution du taux d'activité	162
- Les déterminants de la demande de travail	23
<i>6.2. Le chômage</i>	166
- Les différentes formes du chômage	166, 169
- L'évolution du chômage au plan national et local	166
- Les moyens des politiques économiques de lutte contre le chômage	172
- La place et les moyens d'action des entreprises du tiers secteur (par exemple les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires) dans la lutte contre le chômage et ses effets	16

4. Les sujets d'annales corrigés

Thèmes	Matières	Voir page
Sujet 2011 Choix de fournisseur Les garanties	Gestion Droit de la consommation	211 215 216
Sujet 2012 Analyse et profil de poste – annonce Calcul de salaire et de charges sociales	Ressources humaines et recrutement Droit du travail	217 220 223
Sujet 2013 Calcul de prix moyens, de coûts, et d'intérêts d'emprunt Droit du crédit	Gestion Droit de la consommation	224 230 231
Sujet 2014 Droit du crédit Calcul du coût d'un emprunt, coût salarial, budget prévisionnel Recrutement et annonce	Droit de la consommation Gestion Ressources humaines et recrutement	232 235 235, 236 235
Sujet 2015 Charges fixes et charges variables, budget familial, indicateurs budgétaires Compréhension de facture Contrat de travail, bulletin de salaire, charges sociales, conseil de prud'hommes	Gestion budgétaire Consommation Droit du travail	238 243 243, 244 244, 245
Sujet 2016 Compte de résultat différentiel, seuil de rentabilité Fiche/profil de poste	Gestion Ressources humaines et recrutement	249 252, 253 254, 255

Matières	Annales	Voir page
Consommation Compréhension de facture	2015	243, 244
Droit de la consommation Les garanties Droit du crédit	2011 2013, 2014	216 231, 235
Droit du travail Calcul de salaire et de charges sociales Contrat de travail, bulletin de salaire, charges sociales, conseil de prud'hommes	2012 2015	223 244, 245
Gestion Choix de fournisseur Calcul de prix moyens, de coûts, et d'intérêts d'emprunt Calcul du coût d'un emprunt, coût salarial, budget prévisionnel Charges fixes et charges variables, budget familial, indicateurs budgétaires Compte de résultat différentiel, seuil de rentabilité	2011 2013 2014 2015 2016	215 230 235, 236 243 252, 253
Ressources humaines et recrutement Analyse et profil de poste – annonce Recrutement et annonce Fiche/profil de poste	2012 2014 2016	220 235 254, 255

Sigles et abréviations

AAH	Allocation aux adultes handicapés
ACCRE	Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise
ACS	Aide à la complémentaire santé
ADA	Allocation pour les demandeurs d'asile
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADI	Agence départementale d'insertion
ADIE	Association pour le droit à l'initiative économique
ADIL	Association départementale d'information sur le logement
ADP	Action à dividende prioritaire
AEB	Accompagnement (aide) éducatif(ve) budgétaire
AER	Allocation équivalent retraite
AESF	Accompagnement en économie sociale familiale
AF	Allocations familiales
AGBF	Aide à la gestion du budget familial
AGIRC	Association générale des institutions de retraite des cadres
AI	Association d'insertion
ALF	Aide au logement familiale
ALS	Aide au logement sociale
AME	Aide médicale d'État
ANAH	Agence nationale d'amélioration de l'habitat
ANIL	Agence nationale d'information sur le logement
ANLCI	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
APA	Allocation personnalisée d'autonomie
API	Allocation parent isolé (intégrée au RSA)
APL	Aide personnalisée au logement
APU	Administration publique
ARE	Allocation d'aide au retour à l'emploi
ARRCO	Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés
ASE	Aide sociale à l'enfance
ASI	Allocation supplémentaire d'invalidité
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées
ASS	Allocation de solidarité spécifique <i>ou</i> Assistant(e) de service social
Assedic	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ATA	Allocation temporaire d'attente
BC	Bénéfices commerciaux
BCE	Banque centrale européenne
BIP	Baromètre des inégalités et de la pauvreté
BIT	Bureau international du travail
BNB	Bonheur national brut
BNC	Bénéfices non commerciaux
BTP	Bâtiments et travaux publics
CA	Chiffre d'affaires <i>ou</i> Communauté d'agglomération <i>ou</i> Contrat d'agglomération
CADES	Caisse d'amortissement de la dette sociale

CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi
CAF	Caisse d'allocations familiales
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CCA	Commission des clauses abusives
CCAS	Centre communal d'action sociale
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CEL	Compte épargne logement <i>ou</i> Contrat éducatif local
Cerfi	Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CESF	Conseiller(ère) en économie sociale familiale
CESU	Chèque emploi-service universel
CET	Contribution économique territoriale <i>ou</i> Contribution exceptionnelle temporaire
CFA	Centre de formation des apprentis
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises
CGT	Confédération générale du travail
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CICE	Crédit d'impôt compétitivité emploi
CIE	Contrat initiative emploi
CIRMA	Contrat d'insertion revenu minimum d'activité
CIVIS	Contrat d'insertion dans la vie sociale
CLI	Commission locale d'insertion
CMU	Couverture maladie universelle (remplacée par la PUMa)
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
CNAM	Caisse nationale d'assurance-maladie
CNCRES	Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale
COG	Convention d'objectif et de gestion
CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale
CREDOC	Centre de recherche et d'étude pour l'observation des conditions de vie
CSG	Contribution sociale généralisée
CSL	Compte sur livret
CUI	Contrat unique d'insertion
CVS	Corrigé(e) des variations saisonnières
DALO	(loi) Droit au logement opposable
DCRA	(loi) Droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations
DP	Délégué du personnel
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
EDD	Éducation au développement durable
EI	Entreprise d'insertion
ESF	Économie sociale familiale
ESS	Économie sociale et solidaire
ETT	Entreprise de travail temporaire
ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
FAJ	Fonds d'aide aux jeunes
FCC	Fichier central des chèques
FCP	Fonds commun de placement
FEDER	Fonds européen de développement régional

FICP	Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers
FLO	<i>Fairtrade Labelling Organizations</i>
FLOT	Formation en ligne ouverte à tous
FNCI	Fichier national des chèques irréguliers
FO	Force ouvrière
FSE	Fonds social européen
FSL	Fonds solidarité logement
HT	Hors taxe
IAE	Insertion par l'activité économique
IDE	Investissement direct à l'étranger
IDH	Indice de développement humain
Ined	Institut national d'études démographiques
INPI	Institut national de la propriété industrielle
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
IPC	Indice des prix à la consommation
IR	Impôt sur le revenu
IS	Impôt sur les sociétés
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune
LDD	Livret de développement durable (ex-CODEVI)
LEP	Livret d'épargne populaire (livret rose)
LFSS	Loi de financement de la Sécurité sociale
LME	Loi de modernisation de l'économie
LRAR	Lettre recommandée avec accusé de réception
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
MJAGBF	Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial
MOOC	<i>Massive Open Online Course</i>
MOUVES	Mouvement des entrepreneurs sociaux
MURCEF	(loi portant) Mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier
NAF	Nomenclature d'activités française
NAIRU	<i>Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment</i>
NAP	Nomenclature activités/produits de l'Insee
NRE	(loi) Nouvelles régulations économiques
OAT	Obligation assimilable du Trésor
OBSA	Obligation à bon de souscription d'actions
OCM	Observatoire des crédits aux ménages
ONDAM	Objectif national des dépenses d'assurance-maladie
ONG	Organisation non gouvernementale
ONPES	Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale
OPA	Offre publique d'achat
OPCVM	Organisme de placement collectif en valeurs mobilières
OPE	Offre publique d'échange
OPV	Offre publique de vente
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PAP	Projet d'action personnalisé
PARE	Plan d'aide au retour à l'emploi
PAS	Prêt à l'accession sociale
PC	Prêt conventionné
PCH	Prestation de compensation du handicap
PCR	Plan conventionnel de redressement
PCS	(nomenclature des) Professions et catégories socio-professionnelles (ex-CSP)

PEA	Plan d'épargne en actions
PEE	Plan d'épargne d'entreprise
PEL	Plan d'épargne logement
PERCO	Plan d'épargne pour la retraite collective
PERE	Plan d'épargne retraite d'entreprise
PGC	Produit de grande consommation
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPAE	Plan personnalisé d'accès à l'emploi
PPE	Prime pour l'emploi
PPP	Partenariat public privé
PRP	Plan de redressement personnel
PTZ	Prêt à taux zéro
PUMa	Protection universelle maladie
RDB	Revenu disponible brut des ménages
RMI	Revenu minimum d'insertion (remplacé par le RSA)
RSA	Revenu de solidarité active
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RTSE	Réseau des territoires pour l'(une) économie solidaire
RUP	Reconnu(e) d'utilité publique
SAV	Service après-vente
SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SCOP	Société coopérative de production
SEL	Système d'échange locaux
SGAR	Secrétariat général aux affaires régionales
Sicav	Société d'investissement à capital variable
SJR	Salaire journalier de référence
Smic	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
Smig	Salaire minimum interprofessionnel garanti (remplacé par le Smic)
SRU	(loi) Solidarité et renouvellement urbain
SSE	Section syndicale d'entreprise
TAEG	Taux annuel effectif global
TC	Tribunal de commerce
TEG	Taux effectif global
TEPA	(loi) Travail, emploi, pouvoir d'achat
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TIP	Titre interbancaire de paiement
TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNA	Taux nominal annuel
TNC	Taux nominal de crédit
TPE	Très petite entreprise
TPO	Taux de prélèvements obligatoires
TPVE	Travaux pratiques à visée éducative
TRACE	Trajet d'accès à l'emploi
TSE	Taux de sécurité économique
TSESF	Technicien(ne) supérieur(e) en économie sociale familiale
TTC	Toutes taxes comprises
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
UC	Unité de consommation
UDAF	Union départementale des associations familiales
UE	Union européenne

UES	Unité économique et sociale
UNAF	Union nationale des associations familiales
Unedic	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
URSSAF	Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales
VA	Valeur ajoutée <i>ou</i> Valeur acquise
VAE	Validation des acquis de l'expérience

Sommaire

Avant-propos	V
1. Le cours	VIII
2. Les épreuves	IX
3. Programme officiel du BTS	X
4. Les sujets d'annales corrigés	XII
Sigles et abréviations	XIII

Partie 1 : Cours et applications

Chapitre 1. La production de biens et services	3
1. Fonction et mesure – Production marchande et non marchande	3
2. Classement des activités économiques	7
3. Formes alternatives de production et de consommation – Une « envie » d'économie sociale et solidaire (ESS)	9
Chapitre 2. Les revenus des ménages	20
1. Création, partage et répartition de la richesse nationale ..	22
2. Redistribution – Fondements, instruments et efficacité de l'intervention redistributrice de l'État	24
Chapitre 3. La consommation des ménages	51
1. Déterminants et structure de la consommation des ménages	51

2. Consommation des ménages et droit – découverte et défense par l'ordre public social d'un nouveau faible : le consommateur profane face au vendeur professionnel.....	73
Chapitre 4. L'épargne et le crédit.....	91
1. Épargne.....	92
2. Crédit.....	105
Chapitre 5. Le budget des ménages	128
1. Budget de ressources – Diagnostic des finances personnelles – Techniques et outils de gestion	128
2. Budget de besoins – Notion d'aide éducative budgétaire	131
3. Surendettement	151
Chapitre 6. Le marché du travail et ses déséquilibres	161
1. Population active.....	161
2. Formes du travail	163
3. Chômage contemporain et son traitement	166
Chapitre 7. Les méthodologies d'analyse et de traitement de l'information.....	184
1. Statistique descriptive	184
2. Caractéristiques de valeur centrale.....	192
3. Caractéristiques de dispersion.....	195
4. Taux d'accroissement et indice	199
5. Corrélation	202
 Partie 2 : Annales et corrigés	
Introduction : Annales de l'épreuve Conseil et expertise technologiques (E2) et corrigés de toutes les questions d'économie-consommation, gestion budgétaire et ressources humaines	209
Sujet 2011. Réhabilitation du lotissement « Les Micocouliers »	211
Sujet 2012. Communauté de communes des Trois Rivières	217
Sujet 2013. L'AMAP « Le panier des ombelles »	224



Sujet 2014. Jardin solidaire : « Les jardins
des quatre saisons » 232

Sujet 2015. Foyer jeunes travailleurs Allende 238

Sujet 2016. Aide à l’ouverture de la crèche parentale
« Les Souris Vertes » 249

Index 256

Conforme au référentiel officiel du BTS ESF, ce nouveau tout-en-un permet aux étudiants de comprendre et d'assimiler les bases économiques, financières et juridiques de l'économie sociale familiale tout en se mettant en situation d'examen.

Cet ouvrage constitue un socle indispensable pour l'acquisition des connaissances et des compétences relatives à l'économie-consommation. Il aborde en particulier :

- les mécanismes essentiels de la production des biens et services, la répartition des richesses et leur utilisation, notamment dans le cadre de l'**économie sociale et solidaire** ;
- les éléments de l'**environnement économique** au niveau local, européen et international ainsi que les **déterminants psychosociologiques de la consommation** ;
- les **facteurs liés au travail** en général et spécifiques aux emplois dans les secteurs de l'économie sociale familiale ;
- les techniques de gestion de base du **budget familial** ainsi que l'**aide éducative budgétaire**.

Il intègre toutes les dernières évolutions juridiques, notamment sur le crédit à la consommation, l'endettement et la protection sociale, et offre de nombreux exemples et exercices d'application.

Ce tout-en-un propose aussi les **annales corrigées en détail des questions relatives à l'économie-consommation des sujets 2011 à 2016 de l'épreuve E2**.

Enrichi de nombreux encadrés proposant conseils méthodologiques, pièges à éviter et notions à retenir, ce livre est propice à l'apprentissage. Conçu comme un **outil de travail complet**, il permet de consolider ses acquis et de mieux se préparer à l'épreuve. Il garantit de progresser tout au long de l'année.

Économie-Consommation – Le tout-en-un s'adresse aux étudiants en BTS ESF. Il sera également utile aux étudiants préparant le DE CESF ou tout autre diplôme du travail social. Il pourra aussi intéresser les professionnels du travail social soucieux d'actualiser leurs connaissances.

Michel Camus est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur d'État en sciences des organisations. Ingénieur-conseil en travail social, il a une connaissance pluridisciplinaire des sciences humaines (économie, droit, sociologie) et du terrain social. Il enseigne en BTS ESF et en DE CESF au Centre IPRESS de Toulouse.

Vous trouverez dans ce manuel des aides à l'apprentissage :

4 atouts Réussite

Objectifs

Au début de chaque chapitre, retrouvez tous les objectifs essentiels à retenir



Rappel

Des rappels réguliers des notions fondamentales



Attention

Les pièges à éviter, les erreurs à ne pas commettre



Focus

Des focus sur tout ce qu'il faut retenir